Ordonnance sur les atterrissages et les décollages d'aéronefs en dehors des aérodromes

Ordonnance sur les atterrissages en campagne, OSAC

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'art. 8, al. 2 et 6 de la loi du 21 décembre 1948 sur l'aviation¹ et l'art. 112, al. 4, de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral²,

arrête:

Titre premier Objet, champ d'application et définitions

Art. 1 Objet et champ d'application

¹ La présente ordonnance régit les conditions auxquelles les aéronefs sont autorisés à décoller ou à atterrir en dehors des aérodromes (atterrissage en campagne).

² Elle s'applique uniquement aux aéronefs civils avec occupants.

³ Sont également réputés atterrissages en campagne:

- a. la prise ou le dépôt de personnes ou de choses sans toucher le sol;
- b. le vol stationnaire à 15 m ou moins du sol.

⁴ La construction et l'exploitation de terrains d'atterrissage destinés exclusivement aux opérations de secours sont régies par l'art. 56, al. 2 de l'ordonnance du 23 novembre 1994³ sur l'infrastructure aéronautique (OSIA).

⁵ Le décollage et l'atterrissage sur les places d'atterrissage en montagne sont régis par l'art. 54 OSIA.

Art. 2 Définitions

Dans la présente ordonnance, on entend par:

- a. *Terrain d'atterrissage en campagne*: tout terrain en dehors d'un aérodrome ou d'une place d'atterrissage en montagne qui se prête aux atterrissages en campagne;

RS

¹ RS 748.0

² RS 173.110

³ RS 748.131.1

- b. *Vol commercial*: vol visé à l'art. 100, al. 1 et 2 de l'ordonnance du 14 novembre 1973 sur l'aviation⁴;
- c. *Transport de personnes à des fins touristiques ou sportives*: transports de personnes qui ont pour but la pratique d'une activité de loisir revêtant un caractère de divertissement prépondérant; tout autre transport de personnes sans lien étroit avec l'endroit où ont lieu les atterrissages en campagne et dont le lieu de départ ou de destination se trouve à plus de 1100 m d'altitude;
- d. *Vols à des fins de travail*: tout vol commercial autre que le transport de personnes à des fins touristiques ou sportives, incluant notamment le transport de matériel et les vols d'entreprise commerciaux servant au transport de matériel;
- e. *Nuit*: temps qui s'écoule de la fin du crépuscule civil au début de l'aube civile conformément à la définition de l'art. 1 de l'ordonnance du 4 mai 1981 concernant les règles de l'air applicables aux aéronefs (ORA)⁵;
- f. *Jours fériés*: Nouvel an, Ascension, 1^{er} août, Noël de même que les jours assimilés au dimanche par le droit cantonal applicable;
- g. *Zone d'habitation*: zone habitée ou groupement d'au moins dix habitations y compris le terrain situé dans un rayon de 100 m alentour.

Titre deuxième Dispositions communes à tous les genres de vols

Chapitre 1 Conditions

Art. 3 Principe

Les atterrissages en campagne sont admis sous réserve des restrictions prévues par la présente ordonnance.

Art. 4 Droits privés réservés

Sont réservés les droits qu'ont les personnes qui ont des droits sur un bien-fonds de se défendre contre les atteintes à leur possession et de demander réparation des dommages.

Art. 5 Interdiction d'atterrir en campagne sur les lieux d'accident

Les atterrissages en campagne à moins de 500 m d'un lieu d'accident sont interdits tant que les opérations de recherche et de sauvetage ne sont pas terminées.

⁴ RS 748.01

⁵ RS 748.121.11

Art. 6 Moyen de droit de l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC)
L'OFAC peut saisir les voies de droit cantonales et fédérales.

Chapitre 2 Autorisations

Art. 7 Autorisation obligatoire pour certaines catégories d'aéronefs

Les atterrissages en campagne d'aéronefs appartenant aux catégories suivantes ne sont admis que sur autorisation de l'OFAC:

- a. avions;
- b. autogires;
- c. dirigeables;
- d. aéronefs à moteur qui ne sont pas inscrits dans le registre matricule suisse des aéronefs sauf s'ils sont exploités par une entreprise ayant son siège ou un établissement en Suisse (aéronefs étrangers).

Art. 8 Conditions de délivrance des autorisations pour certaines catégories d'aéronefs

¹ Les autorisations relatives aux avions, aux autogires et aux dirigeables sont délivrées si le requérant prouve:

- a. que l'atterrissage ou le décollage ne peut avoir lieu, pour des motifs objectifs, sur un aérodrome ou une place d'atterrissage en montagne;
- b. que le terrain d'atterrissage en campagne prévu se prête à l'atterrissage de l'aéronef concerné; et
- c. que la sécurité de l'équipage, des passagers éventuels et des tiers est garantie.

² Les autorisations pour les hélicoptères étrangers (art. 7, let. d) sont délivrées si le requérant:

- a. prouve qu'il possède l'expérience aéronautique nécessaire pour atterrir en campagne dans des terrains à la topographie difficile; et
- b. atteste qu'il connaît et sait employer les bases légales et publications déterminantes, notamment la Publication d'information aéronautique (AIP), la carte aéronautique et la carte des obstacles à la navigation aérienne.

³ Les autorisations relatives aux aéronefs étrangers autres que les hélicoptères sont délivrées si le requérant remplit les conditions prévues aux al. 1 et 2.

Art. 9 Atterrissages en campagne sur les étendues d'eau publiques

¹ Les atterrissages en campagne d'aéronefs à moteur sur les étendues d'eau publiques ne sont admis que sur autorisation de l'OFAC.

² Les autorisations sont délivrées si le requérant prouve:

- a. que l'atterrissage en campagne a lieu dans le cadre d'une manifestation;
- b. que l'autorité cantonale compétente ne soulève aucune objection en raison de la législation sur la protection des eaux et de la pêche et en raison d'autres intérêts publics;
- c. que le plan d'eau prévu se prête à l'atterrissage de l'aéronef concerné; et
- d. que la sécurité de l'équipage, des passagers éventuels et des tiers est garantie.

³ Les atterrissages en campagne servant à la formation ou au perfectionnement des personnes engagées dans les opérations de sauvetage ou de lutte contre l'incendie requièrent simplement l'accord de l'autorité cantonale compétente. Celle-ci vérifie le respect des exigences légales en matière de protection des eaux et de la pêche et se porte garante des autres intérêts publics. Elle délivre au cas par cas ou pour une durée déterminée une autorisation de validité géographique limitée.

Art. 10 Autorisation douanière

Les vols transfrontaliers sont régis par l'art. 142 de l'ordonnance du 1^{er} novembre 2006 sur les douanes⁶.

Art. 11 Autorisations exceptionnelles

¹ L'OFAC peut accorder, pour un terrain d'atterrissage en campagne déterminé, des dérogations temporaires aux art. 18 et 31 en cas de grande manifestation politique d'importance internationale. Un exploitant responsable du terrain d'atterrissage en campagne est nommé pour cette période.

² L'OFAC peut, pour de justes motifs, accorder des dérogations aux restrictions, temporelles ou géographiques, des art. 9, 29, 31, 34 et 36.

³ L'OFAC fixe par voie de directive les principes régissant les autorisations exceptionnelles visées aux al. 1 et 2 en accord avec l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et l'Office fédéral du développement territorial (ARE).

⁴ Dans le cas du transport de personnes à des fins touristiques ou sportives, seules sont admises les exceptions prévues à l'art. 29, al. 2 et à l'art. 30.

⁵ L'OFAC peut autoriser des manifestations publiques d'aviation comprenant des atterrissages en campagne à plus de 1100 m d'altitude si ces manifestations ont pour but de commémorer un anniversaire important pour le vol en montagne.

Art. 12 Requête

¹ L'OFAC accorde les autorisations sur requête écrite.

² Il statue dès que possible, mais en règle générale dans un délai de dix jours ouvrables au maximum. Passé ce délai d'ordre, le requérant est en droit d'exiger que

⁶ RS 631.01

l'OFAC motive par écrit son retard et lui communique la date à laquelle sa décision sera rendue.

Art. 13 Champs d'application temporel et géographique des autorisations

¹ Les autorisations sont valables pour un nombre d'atterrissages en campagne, une période et un lieu déterminés.

² Les autorisations relatives aux hélicoptères étrangers peuvent néanmoins être délivrées pour un nombre indéterminé d'atterrissages en campagne sur tout le territoire suisse et sur une période déterminée si le requérant peut se prévaloir de motifs objectifs.

³ Les autorisations portant sur un nombre indéterminé d'atterrissages en campagne sont délivrées pour un an au plus.

Art. 14 Champs d'application personnel et matériel des autorisations

¹ Les autorisations sont délivrées au commandant d'aéronef pour un aéronef déterminé.

² Les autorisations cantonales relatives aux atterrissages en campagne servant à la formation ou au perfectionnement des personnes engagées dans les opérations de sauvetage ou de lutte contre l'incendie (art. 9, al. 3) sont délivrées aux entreprises de transport aérien effectuant les atterrissages en campagne à des fins de formation et de perfectionnement.

³ Les autorisations exceptionnelles relatives aux manifestations politiques d'importance internationale (art. 11, al. 1) sont délivrées à l'exploitant responsable du terrain d'atterrissage en campagne.

Art. 15 Charges et conditions

Les autorisations peuvent comprendre des charges et des conditions.

Art. 16 Communication

L'OFAC adresse à la Direction générale des douanes copie de toutes les autorisations relatives aux aéronefs étrangers (art. 7, let. d).

Chapitre 3 Responsabilité liée à l'atterrissage en campagne

Art. 17

La responsabilité d'assurer la sécurité lors de l'utilisation du terrain d'atterrissage en campagne incombe exclusivement au commandant de l'aéronef.

Chapitre 4 Aménagement du territoire et à la protection de l'environnement

Section 1 Aménagement du territoire et autorisation de construire

Art. 18 Restrictions concernant les constructions et installations sur les terrains d'atterrissage en campagne

¹ Les terrains d'atterrissage en campagne ne peuvent être aménagés comme des aérodromes.

² Y sont tout au plus admis des installations mineures, notamment:

- a. les aides visuelles comme les marques ou les balises;
- b. les manches à air;
- c. les petites aires de poser revêtues et les aménagements du terrain.

³ N'y sont notamment pas admis:

- a. les bâtiments destinés en tout ou partie à l'aviation;
- b. les postes d'avitaillement permanents;
- c. les plates-formes destinées au transport de personnes à des fins touristiques ou sportives;
- d. les pistes revêtues.

Art. 19 Stationnement des aéronefs en dehors des aérodromes et des places d'atterrissage en montagne

¹ Le stationnement des aéronefs pour une durée de plus de 48 heures est interdit.

² Un aéronef est autorisé à stationner plus longtemps s'il est affecté à des vols à des fins de travail effectués dans le cadre d'une même mission et dans une même région.

Art. 20 Autorisation de construire et obligation d'aménager le territoire

¹ L'obligation d'obtenir une autorisation de construire est régie par l'art. 22, al. 1 de la loi fédérale du 22 juin 1979⁷ sur l'aménagement du territoire (LAT) et par les dispositions d'exécution cantonales s'y rapportant.

² Les terrains d'atterrissage en campagne qui ont des effets importants sur le territoire et l'environnement sont soumis à l'obligation d'aménager le territoire, prévue par l'art. 2 LAT, notamment ceux qui:

- a. sont utilisés sur plus d'un an de manière fréquente et soutenue à des fins d'instruction;

⁷ RS 700

- b. sont utilisés sur plus d'un an de manière régulière et soutenue pour emporter et déposer des charges.

³ L'autorisation de construire nécessite l'accord du propriétaire du fonds et de la commune compétente.

Art. 21 Procédure d'autorisation de construire

¹ L'autorité qui délivre l'autorisation de construire vérifie la conformité du projet de construction avec les dispositions de la présente ordonnance. La demande d'autorisation de construire ne fait l'objet d'aucun examen spécifique à l'aviation.

² L'autorité qui délivre l'autorisation de construire notifie ses décisions à l'Office fédéral du développement territorial, à l'OFEV et à l'OFAC.

Section 2 Prescriptions environnementales

Art. 22 Précautions

Pour autant que la sécurité des vols soit garantie, le commandant d'aéronef opte pour des trajectoires et des hauteurs de vol qui n'engendrent aucune perturbation disproportionnée pour les zones d'habitation, les hôpitaux, les écoles ainsi que les zones protégées visées à l'art. 23.

Art. 23 Restrictions dans les zones protégées

¹ Les atterrissages en campagne sont interdits dans les zones suivantes:

- a. les zones centrales des parcs nationaux visés à l'art. 23e, let. a de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage⁸;
- b. les hauts-marais et marais de transition d'importance nationale visés à l'art. 1 de l'ordonnance du 21 janvier 1991 sur les hauts-marais⁹;
- c. les réserves d'oiseaux d'eau et migrateurs d'importance internationale et nationale visés à l'art. 2 de l'ordonnance du 21 janvier 1991 sur les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance internationale et nationale¹⁰;
- d. les bas-marais d'importance nationale visés à l'art. 1 de l'ordonnance du 7 décembre 1994 sur les bas-marais¹¹;
- e. les zones alluviales d'importance nationale visées à l'art. 1 de l'ordonnance du 28 octobre 1992 sur les zones alluviales¹²;

⁸ RS 451

⁹ RS 451.32

¹⁰ RS 922.32

¹¹ RS 451.33

¹² RS 451.31

f. les districts francs fédéraux visés à l'art. 2 de l'ordonnance du 30 septembre 1991 concernant les districts francs fédéraux¹³.

² Les atterrissages en campagne dans le cadre de vols à des fins de travail sont interdits dans les districts francs fédéraux du 1^{er} novembre au 31 juillet.

³ Le Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) peut édicter des restrictions d'atterrissage et de décollage afin de protéger d'autres zones particulièrement sensibles. Il entend au préalable les milieux intéressés.

⁴ Dans l'intérêt de la protection de la nature, le DETEC peut, en relation avec les atterrissages en campagne, restreindre pour certaines catégories d'aéronefs le survol de certaines des zones protégées visées aux al. 1 et 3.

⁵ Les zones protégées et les restrictions qui s'y appliquent sont publiées dans la carte des obstacles à la navigation aérienne¹⁴.

Chapitre 5 Aéronefs sans moteur

Art. 24 Dispositions applicables

¹ Les atterrissages en campagne de ballons, parachutes, planeurs de pente et parachutes sont régis par les art. 3, 4, 5, 6, 10, 17, 23 et 25.

² Les ballons sont au surplus soumis aux art. 18, 20 et 21, et les planeurs de pente aux art. 18, 20, 21 et 26.

Art. 25 Atterrissages en campagne par mesure de sécurité

L'atterrissage en campagne est admis sans restrictions temporelles ni géographiques dans le cas d'un aéronef qui se trouve dans l'impossibilité de rejoindre un aérodrome et d'y effectuer un atterrissage en toute sécurité.

Art. 26 Règles d'exploitation applicables aux planeurs de pente

Dans un but de protection de la nature, les organismes privés élaborent en collaboration avec l'OFAC et l'OFEV des règles d'exploitation applicables aux planeurs de pente.

¹³ RS 922.31

¹⁴ La carte des obstacles à la navigation aérienne peut être obtenue auprès de l'Office fédéral de la topographie.

Chapitre 6 Manifestations publiques d'aviation

Art. 27

¹ Le décollage et l'atterrissage d'aéronefs avec occupants dans le cadre des manifestations publiques d'aviation sont régis par les art. 85 à 89 de l'ordonnance du 14 novembre 1973 sur l'aviation¹⁵.

² L'art. 11, al. 5 de la présente ordonnance s'applique en outre aux manifestations publiques d'aviation qui se déroulent à plus de 1100 m d'altitude.

Titre troisième Restrictions applicables à certaines catégories d'aéronefs

Chapitre 1 Catégories

Art. 28

Les atterrissages en campagne sont classés en fonction des catégories suivantes:

- a. vols commerciaux (chapitre 2):
 1. *Atterrissages en campagne dans le cadre de transports de personnes à des fins touristiques ou sportives:* (section 1),
 2. *Atterrissages en campagne dans le cadre de vols à des fins de travail:* (section 2),
- b. vols non commerciaux (chapitre 3);
- c. catégories particulières (chapitre 4)
 1. *Atterrissages en campagne dans le cadre de vols d'instruction:* (section 1);
 2. *Atterrissages en campagne en cas d'urgence et dans le cadre de vols de police et de vols de service de la Confédération:* (section 2).

Chapitre 2 Vols commerciaux

Section 1 Transports de personnes à des fins touristiques ou sportives

Art. 29 Restrictions

¹ Les atterrissages en campagne à des fins touristiques ou sportives ne sont pas admis:

- a. à plus de 1100 m d'altitude;
- b. dans les zones d'habitation;

¹⁵ RS 748.01

- c. la nuit, et en tout cas entre 22h00 et 6h00;
- d. entre 12h15 et 13h15;
- e. à moins de 1000 m des pistes d'un aéroport ou à moins de 500 m des aires de mouvement d'un champ d'aviation civil ou d'un aérodrome militaire en exploitation;
- f. à moins de 100 m des établissements publics et des grands rassemblements de personnes en plein air;
- g. dans les zones protégées visées à l'art. 23.

² Dans les régions touristiques, l'OFAC peut désigner au plus 20 terrains d'atterrissage en campagne sur lesquels les atterrissages sont autorisés entre 12h15 et 13h15.

³ Les terrains d'atterrissages désignés sont publiés dans la Feuille fédérale.

Art. 30 Autorisation exceptionnelle d'atterrir en campagne à plus de 1100 m d'altitude

¹ L'OFAC peut autoriser à titre exceptionnel en accord avec les autorités cantonales et la commune concernée les atterrissages en campagne à plus de 1100 m d'altitude dans le cadre de transports de personnes à des fins touristiques ou sportives.

² Les exceptions s'étendent en règle générale sur trois jours au plus.

³ Elles sont délivrées uniquement:

- a. en cas de manifestations sportives d'importance nationale ou internationale;
- b. en cas de festivités traditionnelles, culturelles ou religieuses d'importance régionale, pour autant que ces festivités soient rattachées au lieu où elles se déroulent;
- c. en cas de panne inopinée d'installations servant au transport de personnes, pour autant que ces installations revêtent une importance touristique.

Section 2 Vols à des fins de travail

Art. 31 Restrictions

¹ Les atterrissages en campagne dans le cadre de vols à des fins de travail ne sont pas admis:

- a. à plus de 1100 m d'altitude si à cette occasion des passagers sont transportés à des fins touristiques ou sportives;
- b. les dimanches et jours fériés;
- c. la nuit;

- d. à moins de 1000 m des pistes d'un aéroport ou à moins de 500 m des aires de mouvement d'un champ d'aviation civil ou d'un aérodrome militaire en exploitation;
- e. dans les zones protégées visées à l'art. 23.

² Dans le cas de vols à des fins de travail, le chef d'aérodrome peut autoriser des atterrissages en campagne à une distance de l'aérodrome inférieure à celle prévue à l'al. 1, let. d pour autant que ces atterrissages en campagne soient nécessaires à l'accomplissement du travail et que la sécurité ne soit pas compromise.

³ Du commencement de l'aube civile à 06h00 du matin de même que les dimanches et jours fériés, seuls les atterrissages en campagne urgents sont autorisés dans le cadre des vols à des fins de travail. Le commandant d'aéronef avise l'OFAC le jour ouvrable qui suit en indiquant les motifs.

Art. 32 Autorisation exceptionnelle d'atterrissage en campagne dans les zones protégées visées à l'art. 23, al. 1 et 3

¹ L'OFAC peut, en consultation avec l'OFEV et avec l'ARE, autoriser, à titre exceptionnel et sur demande, des atterrissages en campagne dans le cadre de vol à des fins de travail, si aucun autre moyen ne permet d'accomplir le travail visé de façon moins dommageable et à des conditions raisonnables.

² Le requérant joint à sa demande l'avis de l'autorité cantonale compétente. Cet avis indique si l'objectif de protection concerné est compromis et s'il est porté atteinte à des intérêts prépondérants.

³ L'OFAC délivre l'autorisation à l'entreprise de transport aérien au cas par cas ou pour une durée déterminée. Il peut les assortir de charges et de conditions. La procédure est déterminée par l'art. 12. Les décisions d'autorisation sont adressées pour information à l'ARE et à l'OFEV.

Art. 33 Atterrissages en campagne dans des zones d'habitation

¹ Programme de vol à l'appui, le commandant d'aéronef prévient suffisamment à l'avance l'autorité compétente en vertu du droit cantonal que des atterrissages en campagne auront lieu dans des zones d'habitation dans le cadre de vols à des fins de travail.

² Ces atterrissages en campagne ne requièrent aucune autorisation cantonale ou communale. L'autorité compétente en vertu du droit cantonal peut néanmoins édicter des prescriptions temporelles, géographiques ou saisonnières qui devront tenir compte de la sécurité aérienne et de l'environnement.

Chapitre 3 Vols non commerciaux

Art. 34

Les atterrissages en campagne dans le cadre de vols non commerciaux ne sont pas admis:

- a. à plus de 1100 m d'altitude;
- b. dans les zones d'habitation;
- c. les dimanches et jours fériés;
- d. entre 12h15 et 13h15;
- e. la nuit, et en tout cas entre 20h00 et 6h00;
- f. à moins de 1000 m des pistes d'un aéroport ou à moins de 500 m des aires de mouvement d'un champ d'aviation civil ou d'un aérodrome militaire en exploitation;
- g. à moins de 100 m des établissements publics et des grands rassemblements de personnes en plein air;
- h. pour plus de quatre mouvements sur trente jours dans un rayon de 500 m autour d'un terrain d'atterrissage donné;
- i. dans les zones protégées visées à l'art. 23 et dans les sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale visés à l'art. 2 de l'ordonnance du 1^{er} mai 1996 sur les sites marécageux.

Chapitre 4 Catégories particulières

Section 1 Vols d'instruction

Art. 35 Définition et champ d'application

¹ On entend par vol d'instruction:

- a. tout vol effectué sous la supervision d'un instructeur qualifié afin d'acquérir, d'étendre ou de recouvrer une qualification de vol;
- b. tout vol d'entraînement en compagnie d'un instructeur qualifié; et
- c. tout vol effectué dans le cadre d'un examen supervisé par un expert reconnu par l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC).

² Les vols servant à l'instruction des personnes au service d'organismes de sauvetage ou de la police sont régis par la présente section et non par la section 2 du présent chapitre.

Art. 36 Restrictions

Les atterrissages en campagne dans le cadre de vols d'instruction ne sont pas admis:

- a. à plus de 2000 m d'altitude;
- b. dans les zones d'habitation;
- c. les dimanches et jours fériés;
- d. entre 12h15 et 13h15;
- e. à moins de 1000 m des pistes d'un aéroport ou à moins de 500 m des aires de mouvement d'un champ d'aviation civil ou d'un aérodrome militaire en exploitation;
- f. à moins de 100 m de grands rassemblements de personnes en plein air;
- g. si des passagers sont emmenés contre rémunération;
- h. dans les zones protégées visées à l'art. 23.

Art. 37 Exceptions et autorisations exceptionnelles

¹ Dans le cas d'atterrissages en campagne effectués dans le cadre de l'instruction de personnes au service d'organismes de sauvetage ou de la police, il peut être dérogé aux périodes de repos prévues à l'art. 36, let. c et d au cas où l'instruction serait sinon entravée de manière disproportionnée.

² Les atterrissages en campagne à plus de 2000 m d'altitude dans le cadre de l'instruction des pilotes d'hélicoptère sont permis dans les zones désignées par le DETEC. Ce dernier désigne les zones après avoir entendu les milieux intéressés.

³ Les atterrissages en campagne à plus de 2000 m d'altitude servant à l'instruction des personnes qui sont au service d'organisations de sauvetage ou de la police sont soumis à autorisation. L'OFAC délivre l'autorisation à l'organisme de sauvetage ou à la police. Il limite la durée de validité de l'autorisation qu'il peut assortir de charges et de conditions. La procédure est déterminée par l'art. 12.

⁴ Dans le cas de vols effectués dans le cadre d'un examen supervisé par un expert reconnu par l'OFAC, il peut être dérogé à la limite d'altitude mentionnée à l'art. 36, let. a.

⁵ En dérogation à l'art. 7, les atterrissages en campagne d'avions à des fins d'instruction peuvent occasionnellement être ordonnés par un instructeur qualifié.

Section 2 Urgences, vols de police et vols de service de la Confédération

Art. 38

Aucune restriction temporelle ou géographique ne s'applique aux atterrissages en campagne effectués dans le cadre de:

- a. vols de secours, d'ambulance, de sauvetage et de recherche en vue de porter assistance en cas d'accident ou de situation de détresse;
- b. vols de police;

- c. vols des garde-frontière;
- d. vols de service de l'OFAC;
- e. vols de service du Bureau d'enquête sur les accidents d'aviation.

Titre quatrième Dispositions pénales

Art. 39

Conformément à l'art. 91, al. , let. h de la loi sur l'aviation, est puni:

- a. le commandant d'aéronef qui enfreint l'une des dispositions des art. 5, art. 7, art. 9, al. 1 et al. 3, art. 10, art. 19, art. 22, art. 23, al. 1, al. 3 et al. 4, art. 29, al. 1, art. 31, al. 1 et al. 3, art. 33, art. 34 et art. 36;
- b. quiconque enfreint les dispositions de l'art. 18 et de l'art. 20, al. 1.

Titre cinquième Dispositions finales

Art. 40 Modification du droit en vigueur

La modification du droit en vigueur est réglée en annexe.

Art. 41 Dispositions transitoires

¹ Les autorisations d'atterrissage en campagne délivrées conformément au droit en vigueur par l'OFAC cessent d'être valides à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

² Les dispositions des art. 18 à 21 de la présente ordonnance s'appliquent également aux constructions et installations existantes sur les terrains d'atterrissage en campagne. Les autorisations de construire qui respectent déjà les exigences imposées par les art. 18 et 20 conservent leur validité juridique. La procédure prévue aux l'art. 20 et 21 s'applique dans le cas des constructions et installations pour lesquelles aucune autorisation de construire n'a été délivrée.

Art. 42 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le

....

Au nom du Conseil fédéral suisse
Le président de la Confédération
La chancelière de la Confédération

Annexe
(Art. 40)

Modification du droit en vigueur

Les ordonnances suivantes sont modifiées comme suit:

1. Ordonnance du 7 novembre 2007 sur les parcs¹⁶

Art. 17, al. 1, let. c

¹ Pour permettre la libre évolution des processus naturels, il est interdit dans la zone centrale:

- c. de décoller et d'atterrir au moyen d'un aéronef civil avec occupant conformément à l'art. 23, al. 1, let. a de l'ordonnance du ...¹⁷ sur les atterrissages et les décollages d'aéronefs en dehors des aérodromes, sous réserve des exceptions prévues à l'art. 32 de ladite ordonnance.

2. Ordonnance du 1^{er} novembre 2006 sur les douanes¹⁸

Art. 142, al. 1

¹ Dans le trafic aérien transfrontalier, l'atterrissage et le décollage ne peuvent avoir lieu que sur des aérodromes douaniers. Les vols à destination ou au départ d'une enclave douanière sont réputés vols transfrontaliers. L'administration des douanes peut également autoriser les atterrissages et les décollages à d'autres endroits. Elle fixe les conditions et les charges dans l'autorisation.

3. Ordonnance du 14 novembre 1973 sur l'aviation¹⁹

Art. 86, al. 3

³ Les manifestations publiques d'aviation à plus de 1100 m d'altitude et en dehors des aérodromes sont régies par l'art. 11, al. 5 de l'ordonnance du ... sur les atterrissages et les décollages d'aéronefs en dehors des aérodromes²⁰.

¹⁶ RS 451.36

¹⁷ RS 748...

¹⁸ RS 631.01

¹⁹ RS 748.01

²⁰ RS 748....

3. Ordonnance du 28 septembre 2007²¹ sur les émoluments de l'Office fédéral de l'aviation civile

Art. 38, al. 1, let. f et g

Les émoluments suivants sont perçus pour l'octroi d'autorisations de police aérienne:

	Fr.
f. Autorisation d'effectuer des atterrissages en campagne	
1. au moyen d'avions, d'autogires, de dirigeables et d'aéronefs à moteur, qui ne sont pas inscrits dans le registre matricule suisse des aéronefs (art. 7 de l'ordonnance sur les atterrissages en campagne du ... ²² [OSAC])	500.-
2. sur des étendues d'eau publiques (art. 9, al. 1 OSAC)	500.-
3. à, plus de 2000 m d'altitude dans le cadre de l'instruction de personnes au service d'organismes de sauvetage ou de la police (art. 37, al. 3 OSAC)	500.-
<hr/>	
g. autorisation exceptionnelle d'effectuer des atterrissages en campagne à plus de 1100 m d'altitude et en dehors des places d'atterrissage en montagne désignées, dans le cadre du transport de personnes à des fins touristiques ou sportives (art. 30 OSAC)	500.-
<hr/>	
h. Autorisation exceptionnelle	
1. relative à des dérogations temporaires sur des terrains d'atterrissage en campagne déterminés en cas de grande manifestation politique d'importance internationale (art. 11, al. 1 OSAC); et	
2. relative à des dérogations aux restrictions temporelles et géographiques des art. 29, 31, 34 et 36 OSAC (art. 11, al. 2 OSAC); et	
3. relative à des atterrissages en campagne dans les zones protégées visées à l'art. 23, al. 1 et al. 3 (art. 32 OSAC)	
selon le temps consacré:	de 100.- à 1000.-

²¹ RS 748.112.11

²² RS 748....

4. Ordonnance du 23 novembre 1994²³ sur l'infrastructure aéronautique

Art. 50

Les atterrissages en campagne sont régis par l'ordonnance du...²⁴ sur les atterrissages en campagne

Art. 2, let. a et l, art. 50 à 53, art. 55, art. 56, al. 1, art. 57 et art. 58

Abrogés

5. Ordonnance du 21 janvier 1991 sur les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance internationale et nationale²⁵:

Art. 5, al. 1, let. f et f^{bis}

¹ Les dispositions ci-après s'appliquent d'une manière générale aux réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs:

f. le décollage et l'atterrissage d'aéronefs civils avec occupants est interdit conformément à l'art. 23, al. 1, let. c de l'ordonnance du... sur les atterrissages en campagne²⁶, sous réserve des exceptions prévues à l'art. 32 de ladite ordonnance.

f^{bis} la circulation de modèles réduits d'aéronefs est interdite, sous réserve de l'art. 2, al. 2.

²³ RS 748.131.1

²⁴ RS 748...

²⁵ RS 922.32

²⁶ RS 748...